Sélection à l'université : « Quand réfléchit-on au droit à la réussite ? »

Des écarts scolaires qui se creusent avant le bac, un financement inégalitaire dans le supérieur et un régime de plus en plus sélectif symbolisé par Parcoursup : la « démocratisation des savoirs » prend l'eau, s'inquiètent les sociologues Cédric Hugrée et Tristan Poullaouec, dans leur livre « L'université qui vient ».

Mediapart Mathilde Goanec le 3 octobre 2022 à 18h50
https://www.mediapart.fr/journal/france/031022/selection-l-universite-quand-reflechit-au-droit-la-reussite?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

TroisTrois millions d'étudiant·es font leur rentrée lundi 3 octobre 2022, sous le haut patronage de la nouvelle ministre de l'enseignement supérieur, Sylvie Retailleau. Cette dernière, ancienne présidente de l'université Paris-Saclay, a endossé sans tergiverser le bilan de sa prédécesseure, Frédérique Vidal, vantant les progrès permis par Parcoursup, rappelant son intention de lancer la réforme des bourses, et insistant sur des budgets *« en hausse »*, malgré la très douloureuse équation financière qui va se poser à de nombreux établissements cet hiver.

Les sociologues Cédric Hugrée (chercheur au CNRS) et Tristan Poullaouec (maître de conférences à l'université de Nantes), dans leur ouvrage *L'université qui vient,* publié chez Raisons d'agir, offrent une tout autre lecture de cette rentrée. Les deux ans de crise sanitaire ont mis au jour, selon les auteurs, *« un nouveau régime de sélection scolaire »* désormais érigé en système grâce à Parcoursup. Revenant sur la hiérarchie des disciplines, la fragmentation des manières d'accéder à la licence, mais également les conditions matérielles des étudiant·es, Cédric Hugrée et Tristan Poullaouec relèvent à quel point la ségrégation sociale ronge l'université et sape l'idée même de démocratisation des savoirs.

Mediapart : Vous affirmez que l'université est devenue le nouveau lieu de « sélection effective des étudiants d'origine populaire ». Pourquoi ?

Tristan Poullaouec : On vit actuellement une réplique de la « massification » scolaire des années 90, sauf qu'aujourd'hui l'écart entre ce que les étudiants devraient maîtriser avec un bac et ce qu'on attend d'eux à l'université se creuse davantage. La part des étudiants qui n'obtiennent pas une licence alors qu'ils venaient à la fac dans cet objectif a plutôt augmenté ces dernières années. À cette sélection scolaire s'ajoute aujourd'hui la sélection *via* Parcoursup.

Cédric Hugrée : Ce qui est paradoxal, c'est qu'une partie des classes populaires, plutôt les fractions stabilisées, se sont approprié l'enjeu scolaire – notamment les filles –, et jouent le jeu de la prolongation des études à l'université. En France, on pense souvent que ces étudiants privilégient les lieux de formation des techniciens spécialisés du supérieur, comme les BTS. Ils y sont nombreux. Mais, pour les classes populaires, le vrai centre de gravité des études supérieures est l'université. Le livre part de ce constat et rappelle qu'aujourd'hui la très grande majorité (80 %) des bacheliers de parents ouvriers ou d'employés aspirent en réalité à un bac+3 voire plus dans les filières universitaires (droit, économie, sciences humaines ou en sciences).

Or ces étudiants et leurs familles se confrontent à une situation relativement inédite : depuis que la France est entrée dans le collège unique, au milieu des années 70, jamais nous n'avons autant diplômé et pourtant, c'est dur à admettre, jamais le système scolaire n'a transmis aussi inégalement les savoirs scolaires. Les enquêtes Pisa mais aussi les évaluations nationales répétées depuis 1987 montrent des écarts abyssaux d'apprentissage selon la classe sociale d'origine. L'école française demeure très tolérante envers les inégalités, pour reprendre l'expression de Christian Baudelot et Roger Establet.

L'enseignement supérieur se vivrait par ailleurs de plus en plus comme un « marché », où il faudrait sélectionner les « meilleurs », ce qui revient à renoncer de fait à « égaliser les destins scolaires ». Cela n'a pas toujours été le cas. Comment s'est mené ce renversement idéologique ?

C.H. : La mise en concurrence de chaque établissement et de chaque filière a gagné du terrain, avec cette idée que Parcoursup pourrait étalonner définitivement la valeur de chaque étudiant et de chaque filière.

Mais, comme souvent, ce n'est pas un marché pur et parfait, il y a des distorsions d'informations centrales : une part des bons bacheliers d'origine populaire ne connaissent pas l'existence des classes préparatoires par exemple, l'offre universitaire n'est pas uniforme sur le territoire, et surtout ce marché est très hiérarchisé, voire segmenté selon les filières. Donc, ce marché risque de ne pas fonctionner de façon « *optimale* », pour reprendre un terme des libéraux. Or, derrière ce marché, il y a la volonté de gérer des écarts d'apprentissage, là où la France s'était distinguée dans les années 70 et 80 comme un pays qui avait espéré relever le niveau de qualification et réduire une partie des inégalités sociales et territoriales de scolarisation.

À lire aussi Des étudiants de Sciences-Po à Paris en 2010. L'ouverture sociale des grandes écoles, des « rustines » au secours de la « fiction méritocratique »
15 septembre 2022

Il s'agirait donc, si l'on est optimiste, d'une adaptation aux lois du marché, ou plus cyniquement, d'un renoncement assumé à cette volonté de démocratisation ?

T.P. : Les tendances que nous décrivons dans ce livre sont assez sombres, mais ce qui se joue, c'est effectivement l'avenir d'un service public d'enseignement supérieur accessible à tous. La réflexion autour de cet ouvrage a débuté après avoir entendu Macron en 2017 dire qu'il fallait « *arrêter de faire croire que l'université était la solution pour tout le monde* ». Si l'on se place du point de vue des classes populaires, l'université reste pourtant le lieu le moins onéreux et où tous les bacheliers ont le droit d'entrer ! Et les familles ont pris ce contrat au mot ! Il y a donc un fort embarras des enseignants-chercheurs, des personnels de l'université, qui voient se dégrader ce service public mais pas de gaité de cœur.

Parcoursup est un processus inédit de sélection à l'entrée à l'université créé en 2018 : vous revenez sur la participation d'un certain nombre d'enseignants-chercheurs à cette distorsion de leur mission, soit parce que leur propre parcours scolaire, celui de bons élèves, les rend souvent aveugles à l'enjeu de l'accès de ces trois premières années de licence universitaire, mais aussi parce qu'ils se sentent sincèrement incapables de faire tenir « la fiction de la démocratisation », vu les moyens alloués à l'université notamment dans le premier cycle ?

T.P. : Pour les enseignants-chercheurs, Parcousup est une sorte de contrat piégé où il s'agit, pour percevoir des moyens supplémentaires qui devraient être de droit, de revoir nos capacités d'accueil à la baisse et donc jouer ce jeu de la sélection, qui est contraire à l'*ethos*, à l'esprit d'une bonne partie des enseignants-chercheurs. Parcoursup a fait progresser cet esprit de concurrence et de marché, y compris dans la tête des collègues.

C.H. : Parcousup est l'alliance improbable de la « hantise du nombre » (pour reprendre la très belle expression de Marc-Olivier Déplaude), déjà à l'œuvre dans les filières préparant aux professions réglementées comme chez les médecins ou les juristes, à l'impossibilité à tenir en actes cette fiction de la démocratisation dans bon nombre de filières. Historiquement, la sélection s'est mise en place petit à petit dans de nombreuses universités, d'abord dans les facs de médecine, puis par les diplômes professionnels, puis carrément à l'échelle de toute une université comme Dauphine à Paris, pour finir par l'entrée en master.

La ministre s'est aussi réjouie, en cette rentrée, d'un budget solide de l'enseignement supérieur, augmenté pour 2022 de plus de 1,5 milliard d'euros. Vous réfutez cette idée, qualifiant l'université de « parent pauvre du supérieur » tout en pointant la disproportion des moyens alloués aux étudiants selon la voie choisie.

T.P. : Sur l'annonce de ce budget, même la présidente de mon université n'est pas d'accord avec ces perspectives positives, la valorisation du point d'indice n'est pas répercutée et la hausse des frais de fluides non plus. Il faut arrêter de nous prendre pour des imbéciles. Nous avons plutôt l'impression d'avoir affaire à une ministre de la recherche plutôt qu'à une ministre de l'enseignement supérieur.

À lire aussi Lors de la rentrée à la faculté de médecine d'Angers, le 2 septembre 2022. Crise de l'énergie : sans « compensation » de l'État, le scolaire et l'université en surchauffe
27 septembre 2022

C.H. : Le *killing fact* à opposer à ce budget, c'est cette note publiée par le Conseil d'analyse économique qui fait le point sur l'analyse du coût des services publics de l'enseignement supérieur. Le coût d'une licence est trois fois moins élevé que celui d'une année de STS (licence sciences, technologies, santé) ou de CPGE (classes préparatoires aux grandes écoles). C'est saisissant. Nous devons aujourd'hui demander des rééquilibrages. Parcoursup, encore une fois, est certes la généralisation de la sélection. Mais c'est aussi et surtout un nouveau régime de sélection scolaire qui érige les ratés du système éducatif français en principes de fonctionnement : plutôt que de réduire les inégalités d'apprentissage, on hiérarchise à l'infini les filières. Et maintenant, tout le monde est forcé d'y contribuer du fait de la pénurie.

Sur le fameux « échec en licence » (la majorité des étudiants y échouerait en première année selon le ministère) : c'est un argument massue des promoteurs de la sélection. Or vous suspectez un mésusage des statistiques pour servir un projet avant tout idéologique.

T.P. : La statistique française dans l'éducation est très performante, très précieuse, mais on sait aussi que les chiffres fournis sont des données plus contrôlées politiquement que dans d'autres services statistiques. Il y a bien une instrumentalisation des données statistiques par le pouvoir politique.

C.H. : Ce sont les enquêtes longitudinales qui suivent sur plusieurs années les étudiants qui nous font défendre ce chiffre de 60 % de réussite. Attention, le tableau n'est pas tout rose, mais notre souci, c'était d'ouvrir une troisième voie entre la sur-dramatisation et le réenchantement total de l'université. Voici nos résultats : un peu plus de 60 % de celles et ceux qui entrent à l'université en licence ont une licence par la suite, au bout de trois ou quatre ans, certains en cinq, voire en six ans, même si c'est plus rare. Parmi celles et ceux qui entrent à l'université, un peu plus d'un quart d'entre eux sont effectivement sans diplôme, lorsqu'on les enquête six ou sept ans plus tard. On peut, sans manipuler les chiffres, faire de ce constat un problème public, ils représentent plus de 70 000 bacheliers par cohorte. Or perdure dans le même temps l'idée que l'université est un lieu où l'on teste, ou l'on expérimente. Pour certains et certaines, peut-être. Mais tout le monde n'en a pas les moyens.

Que penser alors de cette récente déclaration de la ministre Sylvie Retailleau, qui affirme que Parcoursup a permis, ces deux dernières années, « de réduire l'échec à l'université », avec un taux de passage en 2e année qui passe de « 40 % à 45 % ». Parcoursup n'a-t-il pas quelques vertus ?

T.P. : Des chiffres permis par la crise sanitaire ! C'est quand même assez fort de passer sous silence le fait que cette augmentation est le résultat de la validation d'apprentissages qui ont eu lieu dans des conditions d'enseignement particulièrement dégradées sur lesquelles nous revenons en détail dès le début de l'ouvrage. Nous avons tous dit que l'enseignement s'était dégradé ces deux dernières années, en raison du contexte épidémique, et avons dû monter des épreuves plus simples, en partie réalisées à

domicile. Nous présenter deux ans plus tard cette situation comme un progrès, c'est nous prendre un peu pour des imbéciles. Il peut, par ailleurs, y avoir un effet d'amélioration en licence du fait qu'on sélectionne, c'est indéniable, mais au prix de l'éviction de ceux dont on pense qu'ils n'ont pas leur place à l'université.

C.H. : C'est un peu comme si Edgar Faure s'était félicité du taux réussite du bac 68. C'est culotté. On peut se demander le sens de ce message : plus on dégrade les conditions d'enseignement et plus le taux de diplomation est haut ?

Quand ils ont un bon bac général, sans redoublement, les étudiants issus des classes populaires n'ont pas moins de chances de réussir que les autres.

Vous pointez les facteurs matériels dans le choix, l'accès et la réussite des études supérieures : avoir une chambre à soi au cours de sa scolarité ; la situation sociale des parents bien sûr mais également leur patrimoine ; le fait de travailler ou non et quand pendant ces études. La ministre de l'enseignement supérieur a annoncé son intention de réformer le système des bourses, cela vous semble-t-il une bonne piste pour faire face à ces freins ?

T.P. : C'est un terrain miné et on ne sait pas grand-chose encore de ses intentions. Cependant, ce que l'on peut dire, c'est qu'il n'y a toujours que 175 000 places dans les cités U, alors que François Hollande, déjà, avait annoncé une augmentation sensible des places. Il y a eu des constructions mais c'est encore loin d'être à la hauteur des trois millions d'étudiants inscrits. Les obstacles matériels à la poursuite d'étude, quand on les met bout à bout, continuent de peser fortement alors que la sociologie de l'enseignement supérieur avait plutôt insisté sur les obstacles intellectuels, l'héritage culturel, que nous ne remettons pas en cause d'ailleurs. Mais il faut compliquer le modèle avec la prise en compte des aspects financiers.

On pourrait presque lire dans votre ouvrage une sorte de parfum du « c'était mieux avant », quand il s'agit d'analyser la baisse du niveau scolaire. En réalité, vous prenez appui sur ces chiffres d'une baisse de niveau pour marteler une idée forte : l'Éducation nationale a renoncé à offrir à tous l'instruction de qualité, en compartimentant toujours un peu plus, en orientant de plus en plus tôt.

C.H. : Nous ne sommes pas du tout nostalgiques d'un système scolaire ancien, plus sélectif et qui interdisait aux classes populaires de prolonger leurs études. Au contraire, nous prenons au mot la promesse de démocratisation formulée par la France dans les années 70 et 80 en nous demandant à quelles conditions elle est possible. Une grande partie du discours critique, à gauche, estime aujourd'hui qu'il faut garantir le droit à la réorientation. La ministre elle-même parle du *« droit à l'erreur »*. Mais quand réfléchit-on au droit à la réussite ? Ce livre veut interroger les conditions matérielles, intellectuelles, scolaires pour permettre à celles et ceux considérés comme les plus distants de la culture légitime d'accéder aux diplômes qui vont leur permettre de s'en sortir. Car comme l'a montré Tristan Poullaouec dans un précédent ouvrage, le diplôme est la seule arme des faibles, pour se défendre un peu sur le marché du travail.

Ce livre tire vers une sorte de programme politique, pour l'université d'abord, mais pour le secondaire surtout : vous appelez, dans le supérieur, à « réallouer prioritairement » des crédits aux établissements qui contribuent le plus à l'effort de démocratisation, à augmenter le temps passé en cours à l'université, mais aussi à une refondation complète du secondaire pour un lycée qui instruit tout le monde jusqu'au bac. À qui ce programme est-il adressé ?

T.P. : Il y a bien une démarche de propositions mais qui n'est pas purement utopique. Nous avons déjà dans le réel des éléments qui nous laissent penser qu'on pourrait accéder à bien plus de diplômés dans les classes populaires qu'aujourd'hui. Quand ils ont un bon bac général, sans redoublement, les

étudiants issus des classes populaires n'ont pas moins de chances de réussir que les autres. Donc, on connaît les clés de la réussite pour cette population ! Ce constat pose la question des trois voies d'accès au bac. Cela ne nous semble pas cohérent de vouloir une scolarisation obligatoire jusqu'à 18 ans, de défendre que tout le monde puisse choisir librement sa filière dans l'enseignement supérieur et de conserver ces voies différenciées au baccalauréat. La gauche doit réfléchir à ces questions. Oui, nous parlons d'un bac de culture commune, qui intégrerait des éléments des bacs technologiques et généraux, et de transformer l'enseignement professionnel en un enseignement supérieur.

Considérez-vous que la gauche et le milieu syndical enseignant ont conscience de ces enjeux ou se sont-ils également laissé intoxiquer eux aussi par ce triptyque ambigu de la professionnalisation, de la sélection etde l'employabilité ?

C.H. : Intoxiquer, peut-être pas, ils font avec le rapport de force établi par le nouvel état du rapport capital-travail depuis les années 2000 et qui tend à faire de l'éducation un bien marchand et du diplôme un simple « signal » d'employabilité. Au contraire, nous considérons les savoirs scolaires comme des ressources, inégalement distribuées, pour les individus mais aussi comme les meilleurs garants de notre capacité collective à faire face aux enjeux climatiques et économiques à venir.

Le fondement d'une politique de scolarisation véritablement commune jusqu'à 18 ans est simple : est-ce que l'on pense qu'on peut enseigner à tout le monde et avoir un niveau d'exigence important ? Non seulement nous le croyons, mais les faits scientifiques nous donnent raison. Car si la plupart des enfants entrent dans le langage, il n'y a pas de raison qu'ils n'entrent pas dans les apprentissages scolaires, et qu'ils acquièrent ensuite de solides compétences. Certains modèles éducatifs à l'étranger font ce pari, comme en Finlande, et évitent le modèle de la mise en concurrence précoce des élèves qui creuse les inégalités scolaires.

T.P. : Le premier déterminant de la réussite en licence est le niveau des étudiants au moment où ils étaient en 6e. Cela joue plus encore que l'origine sociale. Si l'on prend cette donnée au sérieux, cela veut dire que tout ce qu'on pourra gagner à l'école primaire ne pourrait que faciliter des études supérieures réussies pour toutes celles et ceux qui auront fait le choix de l'université.

*

L'université qui vient, un nouveau régime de sélection scolaire
Cédric Hugrée, Tristan Poullaouec
Raisons d'agir, 184 p., 10 euros